



Les mutations du leadership palestinien (1993-2007)

Benoît Challand

DANS **A CONTRARIO** 2008/1 (VOL. 5), PAGES 52 À 75

ÉDITIONS **BSN PRESS**

ISSN 1660-7880

ISBN 2889010059

DOI 10.3917/aco.052.0052

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-a-contrario-2008-1-page-52.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour BSN Press.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les mutations du leadership palestinien (1993-2007)

BENOÎT CHALLAND

52 Il n'est pas rare de lire des commentaires, peu avertis et généralement dépréciatifs, sur la politique dans le monde arabe selon lesquels un pouvoir moderne à base légal-rationnelle, tel que l'a décrit Max Weber, n'arrive pas à s'enraciner dans cette région. C'est ainsi une « culture » arabe, de plus en plus décrite comme « islamique » et caractérisée par la violence ou les luttes fratricides, qui empêcherait la floraison de régimes démocratiques et un mode de gouvernance pacifique. Une autre tendance, celle-là plus apologétique, consistant à expliquer les tourments de la politique arabe – tels que les subissent la Palestine, l'Irak ou le Liban, pour ne citer que les cas les plus emblématiques de ces dernières années – uniquement en termes de causalités externes: les maux du monde arabe seraient dus à l'influence nocive du (post-)colonialisme et/ou de l'impérialisme qui freineraient un développement autonome et pacifique.

Certaines analyses sur la récente curée et quasi-guerre civile dans les Territoires palestiniens, en particulier le « coup militaire » du Hamas à Gaza en juin 2007, illustrent cette tendance à comprendre ces phénomènes soit en termes de problèmes intrinsèquement palestiniens, soit en termes d'influences négatives d'acteurs externes. Mais qu'en est-il alors du pouvoir et du leadership palestinien ? Peut-on réduire les tensions intrapalestiniennes à une équation qui ne favorise qu'un seul de ces facteurs explicatifs ? Peut-on comprendre « le pouvoir » sans en chercher les bases sociologiques émanant des évolutions et parfois des contradictions de la société elle-même ?

Plutôt que chercher d'hypothétiques permanences ou *la* variable explicative des problèmes palestiniens actuels, cette contribution cherche à comprendre les changements sociologiques et institutionnels du système politique palestinien. Comment peut-on comprendre la trajectoire de l'Autorité palestinienne (AP) depuis sa fondation en 1994 ? Comment en est-on arrivé à la situation actuelle, caractérisée par le blocage total des « deux gouvernements » en place, celui du premier ministre Ismael Haniyeh, issu des élections législatives de janvier 2006, et celui de Salam Fayyad, instauré en

juin 2007 par le président Abu Mazen? Pour répondre à ces questions, nous nous focaliserons sur les changements qui ont caractérisé le système politique palestinien au cours des vingt dernières années. Nous essaierons d'expliquer comment l'AP des débuts était le moyen de perpétuer le contrôle institutionnel d'une ancienne garde face à la montée d'une nouvelle génération et comment la seconde Intifada est en partie la résultante d'un mécontentement politique, qui a fait de l'AP elle-même le lieu de conflictualité intrapalestinienne par excellence. Pour comprendre les tensions actuelles entre Fatah et Hamas, entre AP et OLP, quarante ans après la guerre des Six Jours, nous examinerons aussi quelques institutions clés: les Cabinets ministériels, les Conseils législatifs et les Forces de sécurité. Notre étude sera en outre appuyée par une série d'interviews d'hommes politiques locaux et par une analyse du profil sociologique des leaders actuels.

53

Les raisons pouvant expliquer la conflictualité intrapalestinienne (passée et présente) ne sont pas à rechercher dans une spécificité culturelle arabe ou uniquement dans le jeu de *realpolitik* international, mais plutôt dans les problèmes liés au contrôle des institutions représentant les Palestiniens¹. La création et l'évolution de l'AP en est le parfait exemple: ses impasses font d'ailleurs écho aux problèmes institutionnels rencontrés par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) peu après sa fondation. L'OLP, née en 1964 de la volonté de la Ligue arabe et de son mentor, le président égyptien Gamal Abdel-Nasser, était restée quelques années sous le parrainage encombrant du panarabisme d'alors. C'est après la défaite de 1967 que l'OLP a pu s'émanciper et devenir pleinement palestinienne avec l'émergence d'une nouvelle génération militante autour de Yasser Arafat et de son mouvement, le Fatah². Une nouvelle lutte, institutionnelle celle-là, mais tout aussi importante que la lutte armée, allait alors commencer pour le contrôle des instances dirigeantes de l'OLP, afin d'assurer une manne financière ainsi qu'une visibilité aux partis qui la formaient. Le factionnalisme palestinien dérive en partie de ces pratiques de divisions institutionnelles et bureaucratiques (on pense ici aux quotas³) qui ont contribué à un morcellement des partis politiques, de la société civile ainsi que des syndicats palestiniens.

Avec la naissance de l'AP à la suite des Accords d'Oslo, le même problème s'est posé: ceux qui ont refusé ou n'ont

¹ Pour souligner la diversité du *demos* palestinien, nous féminisons parfois le texte, sans le faire systématiquement pour des raisons stylistiques.

² Sur l'histoire de l'OLP et ses changements internes, cf. Yezid Sayigh, *Armed Struggle and the Search for State*, Oxford: Oxford University Press, 1997, chap. 5-12.

³ Dans quasiment toutes les instances de représentation (OLP, AP, CNP, etc.), un certain nombre de sièges est attribué automatiquement à chaque faction affiliée, à leurs acteurs en fonction de leur provenance géographique, aux corps de métier, aux minorités religieuses, etc. Pour nombre de nouveaux membres, il faut tenir compte de ces nombreux quotas qui renforcent ainsi les logiques d'accumulation pour et par les factions.

pas cautionné Oslo se sont retrouvés en dehors des institutions de l'AP – il s'agit du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), du Front démocratique (FDLP), du Parti communiste (devenu Parti populaire palestinien, PPP) et des mouvances islamistes. En même temps, au sein de l'AP (pro-Oslo, et/ou Fatah), on va assister à un type de lutte générationnelle et militante semblable à celle qui avait eu lieu entre la première OLP d'Ahmed Shuqeiry et la nouvelle OLP qu'Arafat était arrivé à contrôler dès 1969⁴. Dans les années 1990, la différence et le problème résident non plus tellement dans l'autonomie du leadership de l'OLP d'Arafat par rapport à la tutelle arabe, mais dans la création d'une AP contrôlée et composée par une vieille garde incapable de partager le pouvoir avec les militant·e·s et activistes de l'intérieur des Territoires, qui avaient tout sacrifié durant la première Intifada. En d'autres termes, comme l'ancienne garde autour de l'OLP de Shuqeiry qui s'était discréditée par sa passivité et son inféodation au panarabisme avait été remplacée par une nouvelle génération dans les années 1970, les années d'Oslo ont témoigné de l'émergence d'une nouvelle conflictualité intrapalestinienne. Celle-ci s'est développée entre, d'une part, les cercles dirigeants autour d'Arafat et les instances politiques et militaires de l'OLP, retournées en Palestine dès 1994 et devenues à leur tour une ancienne garde inféodée aux priorités sécuritaires israéliennes et, d'autre part, la population résidente des Territoires qui avait été à l'avant-garde de la lutte durant la première Intifada, mais qui a souvent été laissée pour compte après 1994. Cette conflictualité interne, qui culminera avec la seconde Intifada et les victoires politiques du Hamas aux élections administratives de 2005 et législatives de 2006, sera la conséquence du mécontentement de la population contre un leadership perçu comme corrompu et à la solde d'intérêts étrangers visant à faire réussir, coûte que coûte, le processus d'Oslo.

Aux origines de l'AP

Dès 1969, Arafat et ses alliés avaient réussi à faire de leur parti, le Fatah, la composante principale et dirigeante de la «nouvelle OLP», reconnue en 1974 par la Ligue arabe comme la seule et légitime représentante du peuple palestinien. Ce succès institutionnel avait toutefois son revers de la médaille: le leadership de l'OLP allait devoir mener la lutte en étant toujours plus éloigné des Territoires. On rappellera qu'Arafat et l'OLP furent expulsés de la Jordanie en 1970 et du Liban en 1982, pour enfin trouver une base fixe à Tunis où l'OLP y est d'ailleurs encore officiellement basée. C'est depuis Alger qu'Arafat proclamera en novembre 1988 un État palestinien, alors que la première Intifada

⁴ Sur la transition entre Ahmed Shuqeiry (président de l'OLP depuis sa fondation jusqu'en 1967) et Yasser Arafat ainsi que sur les conséquences de la guerre des Six Jours pour le système politique palestinien, cf. Benoît Challand, «Il 1967 e la trasformazione del baricentro palestinese: Potere politico e confini sociali nei Territori Occupati», in M. Simoni et A. Marzano (éds), *Quarant'anni dopo. Confini, barriere e limiti in Israele e Palestina (1967-2007)*, Bologna: Il Ponte, 2007, pp. 49-71.

bat son plein en Cisjordanie et à Gaza. Le leadership de l'OLP a du mal à lire ce qui se passe sur le terrain, sa distance géographique s'accompagne d'une perte de contrôle et de la crainte qu'une nouvelle élite dirigeante indépendante se forme dans les Territoires. Il est aussi vrai qu'Israël œuvre activement et à sa manière pour diminuer l'influence de l'OLP, en promouvant une élite docile à son égard (la fameuse Ligue des Villages⁵), en divisant les forces palestiniennes grâce à son soutien indirect à la formation d'une mouvance islamiste hors de l'OLP, ou encore en assassinant certains leaders, dont Abu Jihad, en charge du « Secteur Ouest », à savoir les Territoires⁶. La première stratégie israélienne sera un échec et renforcera même l'OLP⁷, alors que la deuxième contribuera à la formation d'un mouvement islamiste et nationaliste autour du Hamas, qui se révélera au fil des ans un ennemi encore plus redoutable que l'OLP pour Israël⁸.

55

À la fin des années 1980, l'OLP est devenue une structure bureaucratique lourde qui a beaucoup de mal à s'adapter aux nouvelles situations et à prendre les bonnes initiatives face aux développements politiques dans la région. En 1990, par exemple, l'OLP d'Arafat commet une erreur stratégique en donnant son soutien à Saddam Hussein lors de l'invasion du Koweït⁹. Elle s'aliène la communauté internationale et les bailleurs de fonds arabes, légitimant ainsi la position israélienne qui refuse toute négociation directe avec l'OLP lors du Sommet de Madrid d'octobre 1991. Les Palestiniens ne peuvent être membres officiels de l'OLP. Arafat et ses pairs craignent alors que ce nouveau leadership représentant la Palestine et résidant dans les Territoires ne prenne la place de l'OLP au niveau décisionnel¹⁰, ce d'autant plus que le Hamas et le Djihad islamique avaient aussi récolté une part importante de soutien populaire en Cisjordanie et à Gaza, et que les partis de la gauche palestinienne (FPLP, FDLP, PPP) avaient réussi à mobiliser la société civile derrière leurs projets de volontariat et d'aide communautaire¹¹.

⁵ Jean-Paul Chagnollaud, *Intifada. Vers la paix ou vers la guerre?*, Paris: L'Harmattan, 1990, pp. 42-48; Rex Brynen, « The Neopatriarchal Dimension of Palestinian Politics », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 25, N° 1, 1995, pp. 21-36; Yeyid Sayigh, *op. cit.*, pp. 483-490.

⁶ *Ibid.*, p. 691.

⁷ Emile Sahliyah, *In Search of Leadership: West Bank Politics since 1967*, Washington D.C.: Brookings Institution, 1988.

⁸ Jean-François Legrain, « Hamas: Legitimate Heir of Palestinian Nationalism », in J. Esposito (éd.), *Political Islam. Revolution, Radicalism or Reform?*, Boulder: Lynne Rienner, 1997, p. 163.

⁹ Pour comprendre aussi les conséquences financières du soutien à Saddam Hussein, voir Yeyid Sayigh, *op. cit.*, p. 657.

¹⁰ À propos des tensions entre l'OLP et certaines initiatives prises dans les Territoires, voir Jamil Hilal, « The PLO: Crisis in Legitimacy », *Race & Class*, Vol. 37, N° 2, 1995, p. 8; Said K. Aburish, *Arafat. From Defender to Dictator*, London: Bloomsbury, 1998, p. 219.

¹¹ Glenn Robinson, « The Role of Professional Middle-Class in the Mobilization of Palestinian Society », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 25, N° 2, 1993, pp. 301-326.

D'aucuns voient dans les négociations secrètes d'Oslo une fuite en avant et un moyen radical pour l'OLP de redevenir le seul et unique leadership pouvant discuter et négocier avec Israël. C'est ainsi qu'à la fin 1993 l'OLP relance ses actions, tout en préparant le retour d'une grande partie de sa bureaucratie dans les Territoires avec la création de l'AP en juillet 1994.

Les années d'Oslo: la rivalité entre «returnees» et résidents des Territoires

Cette réussite implique aussi un nouveau revers de la médaille: victoire institutionnelle pour l'OLP, mais naissance d'une ligne de fracture au sein de la société des Territoires. Ainsi, diverses tensions émaillent les années d'Oslo entre le groupe des *returnees* qui quittent Tunis pour occuper un poste dans l'AP et la population résidente en Palestine qui exprime son ressentiment à l'égard des leaders de l'OLP, en particulier lorsqu'il s'agit d'obtenir des postes importants. Ainsi, les négociations avec Israël pour le statut final des Territoires sont confiées à des *returnees* de l'OLP (Nabil Sha'ath, Ahmed Qureia (Abu Alaa), Mahmoud Abbas (Abu Mazen), Yasser Abd-Rabbo¹²) dont la connaissance de la réalité du terrain de la Cisjordanie et de Gaza est parfois limitée et dont la tendance à monopoliser les décisions agace plus d'un résident.

Il est important de souligner que, pour un peuple dont la majorité est réfugiée ou en exil, le retour de près de 100 000 membres de l'OLP à la suite des Accords d'Oslo ne devait poser aucun problème: ce retour était en effet important pour la réalisation du «droit au retour». Cependant, la tension entre *returnees* et résidents se manifeste principalement autour de questions institutionnelles et de pouvoir, comme nous le montrerons plus bas à travers l'analyse de la composition des Conseils législatifs, des gouvernements et des forces de police. La distinction entre *returnees* et résidents n'est toutefois pas immuable, définitive et aussi simple que l'énoncé semble l'indiquer.

En effet, d'une part, ni les *returnees* ni les résidents ne forment des groupes sociologiques homogènes. Il existe de grandes disparités d'attitudes et de rôles assumés au sein de chaque groupe: parmi les *returnees* de l'OLP, tous ne se sont pas comportés de la même manière, de même que certains résidents sont devenus aussi corrompus que certains *returnees*. Le terme de *returnee* s'applique à qui a passé, au moment du retour, la plus grande partie de sa vie en dehors des Territoires en étant *persona non grata* pour

¹² Cf. Yeyid Sayigh, *op. cit.*, p. 653. À noter que ce sont les mêmes qui discutent actuellement avec Ehoud Olmert pour aboutir aux objectifs fixés à Annapolis en novembre dernier.

Israël, ce qui permet de les distinguer des déporté-e-s, à savoir les activistes nationalistes palestiniens qui ont été chassés des Territoires par Israël pour leur rôle de leader politique dans les années 1970 et 1980¹³. Les déportés ont grandi et ont été socialisés politiquement à l'intérieur des

Territoires; ils ont donc un rapport plus immédiat avec la population et ses attentes. Au moment de leur expulsion – Israël ayant pratiqué la déportation surtout durant la première Intifada – certains ont rejoint les rangs de l'OLP, mais le profil sociologique des déportés et leur expérience limitée avec les arcanes bureaucratiques de l'OLP les distinguent des *returnees* de l'OLP¹⁴. Enfin, il faut faire la différence entre les *returnees* de l'OLP et d'autres *returnees*, à savoir des individus qui sont rentrés sans l'appui de l'OLP, soit à titre individuel (c'est le cas des *returnees* économiques durant les années 1990¹⁵), soit en petits groupes (comme les *returnees* de 1991 expulsés du Koweït ou des pays du Golfe). Les *returnees* de l'OLP sont les seuls qui rentrent *en masse*, généralement avec la garantie d'un poste de travail dans un ministère ou dans les forces de police de l'AP. Dans cet article, nous parlerons généralement des *returnees* de l'OLP et tâcherons de montrer comment ils ont monopolisé le pouvoir et comment ils se sont placés au centre d'un réseau néopatrimonial pour la redistribution des ressources matérielles ou symboliques¹⁶.

57

D'autre part, la distinction entre *returnees* et résidents est temporaire et partielle, mais elle est révélatrice des lignes de clivage au sein du pouvoir palestinien. Afin de suivre ces évolutions nous parlerons de *returnees*, mais aussi de *returnees* de l'OLP, ainsi que de *déportés*. Il est intéressant de voir comment la population palestinienne utilise à certains moments le sobriquet de «Tunisien» pour signifier la distance qui est perçue entre tout un chacun vivant dans les Territoires et certains dirigeants de l'OLP

¹³ (Note de la p. 56.) Notre définition diffère légèrement de celle de Jean-François Legrain (en particulier sur la distinction déporté-*returnee*). Bien qu'il opère une lecture sociologique assez semblable à la nôtre sur la composition des cabinets, son analyse se limite toutefois aux seuls Cabinets ministériels et ce jusqu'en 2004. Voir Jean-François Legrain, «L'exécutif palestinien de l'autonomie (1994-2004)» (deux chapitres), in N. Picardou et I. Rivoal (éds) *Retours en Palestine. Trajectoires, rôle et expériences des returnees dans la société palestinienne après Oslo*, Paris: Karthala IISM, 2006, pp. 45-117 et 234-280 pour les annexes.

¹⁴ Ainsi Yasser 'Amr, chassé en 1968 peu après la guerre des Six Jours est un *returnee*, alors que

Abdel-Aziz Hajj Ahmad, expulsé en 1976, ou Abdel-Aziz Shahin, banni en 1985, sont considérés ici comme des déportés. Enfin, les personnes qui ont vécu à l'étranger, mais loin de l'OLP, et qui pouvaient retourner dans les Territoires avant Oslo pour le travail (université ou organisation internationale) sont considérées comme résidentes (on pense à Salam Fayyad, Saeb Erekat, Hannan Ashrawi).

¹⁵ Il s'agit en général de migrants palestiniens qui tentent un retour dans les Territoires durant les années d'Oslo profitant d'un visa touristique pour renouer avec la terre de leurs ancêtres. L'épithète «économique» renvoie à leur situation financière avantageuse qui leur permet un tel retour.

¹⁶ Pour une discussion critique du concept de «*returnee*», voir Vincent Romani, «Des *returnees* permanents? Le cas des universitaires palestiniens des Territoires occupés», in N. Picardou et I. Rivoal (éds), *op. cit.*, pp. 153-175. Pour une étude du néopatrimonialisme et des *returnees*, voir Benoît Challand, «Insiders vs Outsiders: A Significant Theme in Palestinian Politics?», 3^e Conférence du *Mediterranean Programme*, Montecatini Termini: EUI, 2002. Sur les liens entre nationalisme et identités sociales palestiniennes, voir Helena Lindholm Schulz, *The Reconstruction of Palestinian Nationalism*, Manchester University Press, 1999.

revenus avec les Accords d'Oslo¹⁷. Si à certains moments il est normal de montrer son désaccord avec les «Tunisiens», il en est d'autres où toute division interne entre *returnees* et résidents devient taboue dans la sphère publique – comme ça a été le cas, par exemple, au début de la seconde Intifada lorsque la nouvelle spirale de violence mettait tout le monde sur pied d'égalité.

Voyons maintenant comment de telles divisions se déclinent et quelles en ont été les conséquences pour la conflictualité intrapalestinienne.

L'AP entre «outsourcing» et néopatrimonialisme

58

Les Accords d'Oslo donnent naissance à l'AP, une sorte de «double» de l'OLP¹⁸ mais avec des fonctions et des zones géographiques d'influence distinctes. Si l'OLP demeure la structure d'accueil de tous les partis politiques palestiniens (à part le Hamas et quelques formations mineures), préposée à la résolution de la question palestinienne dans son ensemble, l'AP des années d'Oslo (1994-2000) est devenue un instrument de contrôle des Territoires pour le parti majoritaire, à savoir le Fatah d'Arafat. Loin d'être le processus de paix célébré à la ronde, les années d'Oslo suivent, en vérité, bien davantage une logique d'*outsourcing* du Gouvernement israélien vers l'AP, en particulier lorsqu'il s'agit de questions sécuritaires et de gestion civile de plus de trois millions de Palestiniens¹⁹.

Privé à l'extérieur d'autonomie décisionnelle vis-à-vis d'Israël et de pouvoir face aux bailleurs de fonds (qui ont le plus souvent promu «leur» agenda de la paix, au détriment des vrais intérêts de la population palestinienne²⁰), Yasser Arafat a fait de l'AP un moyen privilégié pour contrôler et contrebalancer les différents groupes d'intérêts, dans un jeu néopatrimonial où le Fatah est devenu la courroie de transmission.

¹⁷ Le travail de l'anthropologue Sharif Kanaana, qui a systématiquement récolté les blagues racontées par les Palestiniens sur leur propre destin, illustre parfaitement comment certaines expressions font office de baromètre de soutien au leadership palestinien. Voir Sharif Kanaana et Pierre Heumann (éds), *Wo ist der Frieden? Wo ist die Demokratie? Der palästinensische Witz: Kritik, Selbstkritik und Überlebenshilfe*, Zurich: Chronos Verlag, 2001.

¹⁸ L'OLP est un organisme faitier qui a continué à exister plus dans la forme que dans la substance, au moins jusqu'à sa «résurrection» après l'impasse institutionnelle entre Hamas et Fatah durant l'été 2007. Sur les liens ambigus entre AP et OLP, voir Jamil Hilal, *op cit.*, 1995; et Jamil Hilal (éd.), *Where Now for Palestine? The Demise of the Two-State Solution*, London: Zed Books, 2007, pp. 5 ss.

¹⁹ Peter Lagerquist, «Privatizing the Occupation: the Political Economy of an Oslo Development

Project», *Journal of Palestine Studies*, Vol. 32, N° 2, 2003, pp. 5-20.

²⁰ Benoît Challand, «The Evolution of Western Aid for Palestinian Civil Society: The Bypassing of Local Knowledge and Resources», *Middle Eastern Studies*, Vol. 44, 2008. Pour une analyse du rôle pour le moins ambigu des bailleurs de fonds durant la crise entre le Fatah et le Hamas, voir Yezid Sayigh, «Inducing a Failed State in Palestine», *Survival*, Vol. 49, N° 3, 2007, pp. 7-39.

Dans notre analyse visant à comprendre le rôle des *returnees* de l'OLP, il importe de rappeler quelques moments cruciaux: lors de la création de l'AP, les militants de la première Intifada escomptaient un rôle institutionnel central, mais Arafat s'évertua à placer avant tout ses clients de l'OLP. Dans cette négociation informelle intrapalestinienne, la position charnière des déportés fut importante pour la sélection des cadres des forces de police, mais le mécontentement de la base alla grandissant avec les années d'Oslo et éclata au grand jour avec la seconde Intifada.

Les cabinets ministériels de l'AP

En annexe, une table résumant la distribution des postes ministériels, avec l'affiliation politique et la description de leur origine (*returnee* de l'OLP – dont le nom se lit en italique sur gris clair – déporté – souligné et sur fond gris moyen – ou résident) permettra de visualiser le rôle prépondérant des *returnees* de l'OLP²¹. En tête de liste, on trouvera les trois ministères clés de ces treize dernières années, à savoir le Ministère de l'intérieur (qui contrôle toutes les Forces de sécurité, jusqu'à la création du Conseil national de sécurité en 2004), le Ministère des affaires étrangères (MOPIC dans son acronyme anglais) et le Ministère des finances²². Durant les années d'Oslo et jusqu'à la mort d'Arafat (1994-2004), le Fatah a presque toujours maintenu le contrôle absolu sur ces dicastères (en plus de la majorité des sièges ministériels), et jusqu'en 2002, ce sont toujours des *returnees* de l'OLP en charge des trois postes clés²³.

59

Tableau 1 : Proportion des « returnees » dans les gouvernements de l'AP (1994-mars 2007)

New one	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e
	1994	1996	1998	2002	2002	2003	(urgence 2003)	2003	2005	2006	(Unité nat. 2007)
<i>Returnees</i>	53%	39%	43%	33%	30%	38%	33%	44%	28%	4%	8%
<i>Déportée</i>	12%	13%	7%	5%	9%	8%	0%	0%	4%	20%	8%
<i>Résidente</i>	35%	48%	50%	62%	61%	54%	67%	56%	68%	76%	84%

²¹ Information compilée par l'auteur en s'inspirant principalement des descriptions de gouvernements au moment de leur intronisation, tirées du site du *Jerusalem Media Communication Centre* (www.jmcc.org).

²² Suivent quatre autres ministères (indiqués en majuscules

pour signifier leur rôle important), à savoir Affaires civiles (qui émet les passeports et laissez-passer pour Israël), Justice, Négociations et Affaires sociales. Ce dernier a servi d'entonnoir pour la redistribution des ressources et est devenu au fil des ans un centre névralgique pour le néopatrimonialisme du « système Arafat ».

²³ Exception faite du court interlude de l'indépendant (mais très proche de l'OLP) Abdel-Razeq Yahya à l'Intérieur (4^e gouvernement) et de l'imposition par la communauté internationale de l'indépendant Salam Fayyad aux Finances depuis 2002.

Le Tableau 1 illustre la proportion élevée de *returnees* présents au gouvernement jusqu'à la mort d'Arafat (durant le 8^e gouvernement). On voit également comment sous Abu Mazen (premier ministre du 6^e gouvernement), le rôle des *returnees* augmente de nouveau (38%) pour atteindre 44% dans le 8^e gouvernement (dirigé par Abu Alaa). Avec l'arrivée au pouvoir du Hamas en 2006 (10^e et 11^e gouvernements), le taux de participation des *returnees* de l'OLP descend drastiquement, soulignant la position du mouvement islamiste en porte-à-faux avec les pratiques de l'ère Arafat.

La composition des Conseils législatifs palestiniens (CLP)

60

Lors des élections du premier CLP, le Fatah avait obtenu une ample victoire, obtenant 54 sièges sur 88. Là aussi, un grand nombre de *returnees* de l'OLP a su profiter du fait qu'Arafat en personne décidait de l'ordre des candidat-e-s sur les listes de parti²⁴. Le premier Parlement comptait, outre 3 déportés, 29 *returnees*, dont 24 étaient affiliés au Fatah, le seul parti à pouvoir imposer ses candidats *returnees* en masse. Les *returnees* de l'OLP étaient surreprésentés dans la bande de Gaza (3 sur 5 dans la circonscription de Rafah, 5 sur 12 à Gaza-Ville, et 4 sur 8 à Khan Younis) et dans certaines villes de Cis-jordanie (3 sur 4 à Tulkarem, 4 sur 6 à Jenin et 3 sur 8 à Hébron).

Mais cette première élection a permis de déceler d'autres tendances. Par exemple, dans la circonscription de Naplouse, certains membres de l'élite locale (inscrits sur les listes officielles du Fatah) ont subi une défaite face à de plus jeunes militants de la première Intifada. Ainsi, Hussam Khader, déporté entre 1988 et 1992 pour son rôle de leader dans le mouvement jeunesse du Fatah (*Shabibah*), a été élu même s'il ne figurait pas sur la liste officielle du Fatah²⁵. Voilà un autre indice du mécontentement institutionnel qui ira grandissant jusqu'à l'éclatement interne au Fatah durant la seconde Intifada où certains

militants de base, déçus de ne pas avoir reçu une charge importante durant les années d'Oslo, tourneront parfois les armes contre leur propre élite corrompue.

²⁴ Jean-François Legrain, *Les Palestines du quotidien. Les élections de l'autonomie, janvier 1996*, Beyrouth: CERMOC, 1999.

²⁵ Mark Power-Stevens, «Nablus – The Palestinian Elections in Microcosm», *Middle East International*, N° 521, 1996, pp. 17-18. Un autre membre de l'élite locale, Maher Masri, deviendra ministre de l'Économie de 1996 à 2005.

²⁶ Sur la prolifération des forces armées, voir George Giacaman et Dag Jørund Lønning (éds), *After Oslo. New Realities, Old Problems*, London: Pluto Press, 1998.

Les Forces de sécurité

La dernière instance où l'on peut trouver une division sociologique entre résidents et non-résidents est celle des Forces de sécurité. Arafat a créé plus de dix forces de police distinctes (décision généralement interprétée comme une stratégie pour contrebalancer les forces entre elles²⁶). Les deux figures clés de l'*establishment* policier durant Oslo sont deux déportés, Mohammed Dahlan et Jibril Rajoub, respectivement chefs des Forces de sécurité

préventive à Gaza et en Cisjordanie. Choisir deux déportés permettait de créer un lien entre le leadership politique et la base des ex-combattants (comme pour un Hussam Khader cité précédemment). Un autre exemple du rôle des déportés est celui de Marwan Barghouti (secrétaire régional du Fatah pour la Cisjordanie), devenu porte-parole et défenseur des jeunes du Fatah contre le pouvoir confisqué par la vieille garde de l'OLP et les *returnees*. Comme il l'affirmait lui-même, le rôle d'un déporté est bien «de faire le pont entre les *returnees* et la population résidente»²⁷.

Enfin, la fonction de dirigeants de forces armées implique aussi de faire le «sale boulot» et de s'aliéner une partie du soutien populaire, notamment lorsqu'il s'agit d'arrêter en masse les militants du Hamas et du Djihad islamique après des vagues d'attentats comme celle de février 1996²⁸. En guise de «compensation» – ce qui permet de parler de système néopatrimonial – Arafat a accordé aux leaders de certaines forces armées la gestion de monopoles sur la distribution de biens de consommation (benzine, alcool, ciment, acier, cigarettes, etc.). La direction de police impliquait donc plus que des tâches de sécurité, permettant de contrôler et entretenir une clientèle²⁹, un trait qui alimentera plus tard les tensions entre Fatah et Hamas.

La fin du processus d'Oslo et le déclin du «système Arafat»

Si le processus d'Oslo avait porté ses fruits à une majorité de la population palestinienne, le «système Arafat» aurait probablement trouvé les moyens de sa continuité. Toutefois, comme les «dividendes de la paix» profitaient seulement à une classe dirigeante de «VIP»³⁰ – où les *returnees* de l'OLP occupaient les premières loges – et que les négociations avec Israël fluctuaient, le processus d'Oslo s'est transformé en une poudrière, qui a explosé en septembre 2000. C'est donc cette concussion entre politique et économie, entre pouvoir militaire et dynamiques clientélistes qui a poussé la population des Territoires à une révolte contre son propre leadership (en plus de la révolte contre la continuation du régime d'occupation). Plusieurs événements de la seconde Intifada peuvent donc être lus comme une «révolte interne», dont la victoire du Hamas en 2006 n'est que l'aboutissement.

Tout d'abord, les Brigades al-Aqsa. Connues pour être le «bras armé» du Fatah, elles sont à l'origine un

²⁷ Interview avec Marwan Barghouti, Ramallah, 10.07.2000.

²⁸ Par ailleurs, certains épisodes de violence de l'été 2007 dans la bande de Gaza sont des règlements de compte de cette époque.

²⁹ Sur les questions des monopoles, voir Laetitia Bucaille, *Gaza: la violence de la paix*, Paris: Presses de Sciences Po, 1998, chap.3; Cédric Balas, «Les hommes d'affaires palestiniens dans un contexte politique en mutation», *Monde Arabe Maghreb Machrek*, N° 161, 1998, pp. 54 et ss; Mushtaq Husain Khan et al. (éds), *State Formation in Palestine*, London: Routledge Curzon, 2004, Chap. 5.

³⁰ Azmi Bishara, «Reflections on the Realities of the Oslo Process», in G. Giacaman et D. J. Lønning (éds), *op. cit.*, pp. 212-226.

mouvement qui voulait lutter contre la corruption interne à la société palestinienne. Une des toutes premières actions des Brigades a été l'assassinat du directeur de *Palestinian Broadcasting Corporation*, Hisham Mekki, tué à Gaza le 17 janvier 2001. Six autres Palestiniens furent également accusés de corruption et menacés. Il est d'ailleurs intéressant d'observer qu'au début de l'Intifada les appels à l'arrêt de la révolte armée provenaient surtout de conseillers d'Arafat (dont le célèbre Mohammed Rashid, conseiller financier et *returnee*), et de personnes qui avaient des intérêts économiques dans la survie de l'AP (comme ce fut le cas pour le Casino de Jéricho qui symbolisait les liens de connivence entre milieux de la sécurité palestinienne et de l'intelligence israélienne)³¹.

62

Même Arafat n'a pas été épargné par les accusations internes. Ainsi, à la fin de l'opération « Bouclier de Défense » en avril 2002, des groupes armés palestiniens, bien que loyaux au Fatah, empêchèrent Arafat et Nasser Youssef (*returnee* de l'OLP, devenu ministre de l'Intérieur) de se rendre dans le camp de réfugiés de Jenin, haut lieu du « martyr palestinien », pour ne pas avoir suffisamment soutenu les militants.

Cette fronde interne ne doit pas être lue uniquement comme une tension entre résidents et *returnees* de l'OLP ou comme une lutte purement générationnelle³². Même si les accusations des premiers portent sur le *pedigree* sociologique des seconds, les lignes de fracture sont multiples et mouvantes : luttes générationnelles, entre activistes armés et leaders « bureaucratiques », entre jeunes loups et vieille garde bien installée dans les fauteuils ministériels, ou encore tensions entre périphéries démunies et villes riches, comme Ramallah ou Gaza-Ville. En tous les cas, il s'agit par ces protestations de remettre la lutte nationale au centre du processus politique palestinien, en tournant le dos une fois pour toutes aux intérêts économiques indirects et à la corruption.

Durant la seconde Intifada, il a donc existé une pression populaire pour faire de la

³¹ Voir Amira Hass, « Stop Shooting, Says Palestinian Press », *Haaretz*, 03.08.2001, p. 2 ; Peter Lagerquist, *op. cit.*, Laetitia Bucaille, *op. cit.*, pp. 141-153.

³² Lutte générationnelle ? À ce sujet, voir Khalil Shikaki, « Palestinians Divided », *Foreign Affairs*, Vol. 81, N° 1, 2002, pp. 89-105. Son détracteur est Salim Tamari, « Who Rules Palestine ? », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 31, N° 4, 2002, pp. 102-113.

politique de manière ouverte et transparente. L'appel de Marwan Barghouti, interviewé simultanément au Sommet de Camp David en juillet 2000, résume bien cette attitude :

« *La nouvelle génération, essentielle durant la première Intifada, a été complètement déçue par [le processus d']Oslo. Ils avaient de grandes attentes et jouissaient d'un soutien et respect populaire énorme. Quand l'AP fut créée, ils ont découvert une situation où ils signifiaient moins que rien. [...] Mais le problème n'est pas qu'un problème*

des returnees. Le problème est qu'eux [les résidents] n'ont pas eu de travail au sein de l'AP. [...] Personnellement, j'ai toujours essayé de les aider et de les faire engager dans une force de sécurité, ou dans un ministère. Je travaille abondamment avec les tanzim [structure de recrutement du Fatah] et je le fais pour soulager leur souffrance.»³³

Désillusion de la génération des combattants de l'intérieur sur la gestion politique d'Arafat, problème de classes sociales et horizon politique bouché permettent de mieux comprendre la révolte populaire qui surgit dès la fin 2000. Le Hamas saura exploiter ce ressentiment pour le transformer en plateforme électorale gagnante en 2006. C'est sans doute la mort d'Arafat, qui personnifiait le système Fatah-OLP³⁴, qui va en accélérer la chute et permettre la mise en place d'un système alternatif, celui du mouvement islamiste.

Système Hamas contre système Fatah (2000-2007)

En essayant de comprendre le Hamas à travers une lecture uniquement religieuse, on court le risque de perdre la substance sociale et politique du mouvement. Le Hamas a été et reste un parti nationaliste avec les mêmes aspirations que les autres partis palestiniens. Mais si, d'une part, le mouvement islamiste (engagé dans une pluralité d'actions politiques, sociales, caritatives et militaires) reflète les modalités d'intervention des Frères musulmans dont il est issu, d'autre part, le Hamas est également une force politique organisée que l'on pourrait décrire comme le « négatif » du Fatah et de son leader historique. Sur le plan interne, le Hamas connaît une pluralité d'instances dirigeantes, alors qu'Arafat cumulait tous les rôles. Au niveau diplomatique, le Hamas refuse l'asymétrie du processus d'Oslo, alors qu'Arafat en avait embrassé le principe. En termes de lutte armée, le mouvement islamiste s'y adonnait sans retenue lorsque Arafat appelait au calme (la situation s'est inversée dès 2006 quand le Hamas respectait une trêve avec Israël). Enfin, au niveau générationnel, le Hamas a bâti sa légitimité sur les jeunes générations locales, alors qu'Arafat a souvent misé sur l'ancienne garde de l'OLP. D'un parti qui refusait le principe d'Oslo et toute participation à ses institutions, le Hamas s'est transformé en parti gagnant dès les élections municipales de 2005. Cette transformation s'est nourrie des problèmes politiques internes à la société palestinienne en consacrant le Hamas comme un pouvoir alternatif à l'exécutif du Fatah³⁵.

³³ Interview de l'auteur avec Marwan Barghouti, Ramallah, 10.07.2000.

³⁴ Il suffit de songer là aux tensions internes qui surgissent dès la mort d'Arafat entre Abu Mazen et Abu Lotof (Faruq Qaddumi), les deux « poids lourds » de l'OLP et qui continuent à ce jour.

³⁵ Voir Ziyad Abu-Amr, « Hamas: From opposition to rule », in J. Hilal (éd.), *op. cit.*, 2007, pp. 167-187. Voir aussi Nathalie Tocci, *What Went Wrong? The Impact of Western Politics towards Hamas and Hizbollah*, CEPS Policy Brief N° 135, Brussels: Centre for European Policy Studies, July 2007.

«*Changement et Réforme*»

Le Hamas gagne ses premiers succès formels lors des élections municipales de 2005, à un moment où l'AP est complètement moribonde et où le Fatah peine à renouveler son appareil après la mort d'Arafat. L'incapacité du Fatah à se présenter comme un groupe compact aux élections de 2006 lui coûtera de nombreux sièges au Parlement et offrira au Hamas une majorité absolue au deuxième CLP, une victoire dont l'ampleur en a surpris plus d'un, les membres du Hamas y compris. Ce succès électoral représente clairement un vote de sanction contre l'ordre du Fatah et de l'AP, en plus d'un acte de défiance à l'égard d'Israël.

66 Le Hamas affiche haut et fort son intention de changer radicalement la manière de faire la politique, comme le montre son slogan électoral *taghayyr wa islah* («*Changement et Réforme*»). En termes concrets et pour retourner à la conflictualité entre *returnees* de l'OLP et résidents, la formation du premier cabinet est une mise en pratique de ce slogan: le 10^e gouvernement (mars 2006-mars 2007, dirigé par Ismael Haniyeh) ne compte qu'une seule *returnee*³⁶, contre 19 ministres de l'Intérieur et 5 déportés (dont la trajectoire sera discutée plus loin). Un retour au Tableau 1 montre que dans le gouvernement d'Unité nationale (le 11^e, mars-juin 2007), 2 des 25 ministres sont des *returnees* de l'OLP (un du Fatah et un du FPLP).

Le changement est donc radical, tout comme l'âge des ministres investis durant le «*règne*» du Hamas. L'âge d'Ismael Haniyeh, né en 1962, contraste déjà fortement avec celle de ses deux prédécesseurs (Abu Mazen est né en 1935 et Abu Alaa en 1937). De plus, l'année de naissance moyenne des ministres de deux cabinets précédant celui du Hamas est de 1947 et 1952 (8^e et 9^e gouvernements), alors que pour le 10^e gouvernement (Hamas) les ministres étaient nés en moyenne en 1960. Dans le gouvernement d'Unité nationale, les ministres choisis par le Fatah ont en moyenne 57 ans, alors que ceux nommés par le Hamas n'ont que 46 ans.

³⁶ Il ne s'agit pas d'une *returnee* de l'OLP, mais d'un retour individuel: D^r Mariam Saleh, ministre pour les Affaires féminines, est rentrée dans les Territoires en 1993, après 22 ans en exil.

³⁷ Les résultats des Tableaux 2 et 3 ont été élaborés par l'auteur en s'appuyant sur les résultats officiels fournis par la Commission centrale électorale (www.elections.ps).

Le CLP est l'autre institution clé où le changement du Hamas s'affiche et où le Fatah subit de plein fouet le vote de sanction. Seulement 14% des membres du premier CLP ont été réélus en 2006, alors que plus de la moitié s'était reportée candidate (54%, ou 46 sur 86 membres du premier CLP, cf. Tableau 2)³⁷.

Tableau 2: Membres du premier CLP et résultats aux élections de 2006

	Nombre	% (valide)
Membres du CLP en début de législature	88	-
Membres du CLP en fin de législature	86	
Membres réélus en 2006	12	14%
Membres non réélus en 2006	34	40%
Membres qui ne se sont pas représentés	40	47%

En termes d'affiliation politique, des 12 réélus dans le 2^e CLP, 6 sont des *returnees* de l'OLP (dont 3 sont élus sur les listes du Fatah³⁸), 5 sont des résidents et on y trouve un déporté. Par contre, en termes de non réélus, le Tableau 3 indique clairement que les perdants sont surtout les membres du Fatah (82%) et que *tous* les *returnees* de l'OLP non réélus sont membres du Fatah.

65

Tableau 3: Membres du 1^{er} CLP non réélus en 2006 selon le type de résidence

Membres non réélus en 2006:		Pourcentage
Déportés	1	3%
Returnees	13 (tous Fatah)	38%
Résidents	20 (dont 14 Fatah, et 6 indépendants)	59%
<i>Ou en termes d'affiliation politique</i>		
... sont membres du Fatah	28	82%
... sont indépendants	6	18%

Ces données statistiques prennent encore plus de poids en regardant les cas individuels. Par exemple, dans la ville de Hébron, où Hamas rafle les 9 sièges locaux avec des votes allant de 47353 à 59885 voix³⁹, des membres du Fatah tels que Nabil Amr (*returnee*, CLP 1), Jamil Shobaki (résident, CLP 1), ou deux autres *returnees* (Rafiq Natsheh, CLP 1, ex-ministre, et Sulayman Abu Sneineh, CLP 1) suivent à plus de 8000 voix. Vote de sanction qui n'est pas seulement contre les *returnees*, mais plus généralement contre les cadres du Fatah et de l'AP. Nayef Rajoub, leader charismatique du Hamas remporte le plus de voix à Hébron (59885), mais son illustre frère, Jibril Rajoub,

³⁸ Il s'agit de Nabil Shaath, Umm Jihad (Intisar al-Wazir) et Hakam Balawi, tous trois ex-ministres dans des positions influentes qui n'auraient certainement pas passé sur les listes de circonscription. Il est intéressant de voir qu'Abu Mazen veuille supprimer les listes de circonscriptions aux prochaines élections (comme semble l'indiquer le décret présidentiel passé le 2 septembre 2007).

³⁹ Le scrutin de 2006 est à double majorité: majoritaire simple dans les circonscriptions et proportionnel pour les listes nationales.

déporté et leader des Forces de sécurité préventive (cf. *supra*) échoue sur la liste du Fatah à 10 000 voix du dernier élu du Hamas (38 367 votes). De telles sanctions sortent des urnes à Ramallah (Qaddura Fares, Abdel-Fatah Hamayel, et Jamil Tarifi passent à la trappe), à Jenin (Jamil Hindi, *returnee* passe de 17 000 voix en 1996 à 3 400 en 2006), ou encore à Gaza où de proches conseillers d'Arafat et *returnees* de l'OLP essuient une défaite mémorable en 2006 alors qu'ils étaient élus brillamment en 1996 (on pense ici à Fakhri Shaqura et Nahed Rayyes)⁴⁰.

Un système Hamas ?

66

Il pourrait paraître tautologique de décrire le « système Hamas » en opposition simple aux *returnees* de l'OLP par le fait que, ne faisant pas partie de l'OLP, le mouvement islamique ne compte pas de *returnees* de l'OLP dans ses rangs⁴¹. Mais notre analyse suggère qu'au-delà d'une distinction entre *returnees* et résident-e-s, c'est une fronde interne qui s'élève contre une ancienne génération, contre des cadres jugés incompetents ou corrompus du parti d'Arafat et/ou de l'AP, voire contre les centres décisionnels ou géographiques.

En effet, nous soulignons que les deux gouvernements Hamas contenaient une forte proportion de déportés. Ces derniers sont des représentants des 415 militants du Hamas et du Djihad islamique expulsés en 1991 au Sud-Liban. Confinés par Israël pour plusieurs mois dans le no man's land de Marj Az-Zuhur, ces déportés ont eu le temps de tisser des liens entre les branches d'un mouvement qui était encore assez décentralisé et avec peu d'unité organisationnelle (notamment entre la Cisjordanie et la bande

⁴⁰ Pour une analyse plus détaillée de ces résultats, voir Benoît Chaland, « Palestinesi contro una storia lunga quarant'anni », *LIMES*, N° 5, 2007, pp. 70-75.

⁴¹ De plus, il faut souligner que le Hamas est tout sauf un mouvement homogène et compact. Le Hamas est divisé au moins en trois branches: le leadership en exil, la direction civile dans les territoires et une branche militaire. Voir Sergio Bianchi et Riccardo Bocco, « Le trasformazione politiche di Hamas: da movimento sociale a attore istituzionale », in M. Emiliani (éd.), *Hamas alla prova del governo. La Palestina sull'orlo della guerra civile*, Bologna: Il Ponte, 2007.

de Gaza). On peut donc formuler l'hypothèse que cette mesure prise par Israël a donné l'impulsion (non voulue) et l'opportunité d'unifier le mouvement. Les leaders actuels du Hamas sont tous passés par Marj Az-Zuhur: on y trouve Abdel-Aziz Rantisi (chef du Hamas avant d'être assassiné en 2004) qui y était porte-parole de Sheikh Yassin, Ismael Haniyeh (premier ministre), Mahmoud Zahhar (ministre des Affaires étrangères), Atef Udwan (ministre sans portefeuille), Saeed Siam (ministre de l'Intérieur) et Nayef Rajoub (ministre des Awqaf). De plus, il faut souligner que ces nouveaux leaders sont généralement beaucoup plus jeunes que les leaders précédents de l'AP durant l'ère Fatah: ainsi Haniyeh est né en 1962, Siam en 1959, Rajoub en 1958, alors que Zahhar et Udwan sont nés en 1952. On y retrouve également les positions

ministérielles clés: premier ministre, Affaires étrangères, Intérieur, Affaires religieuses. Bref, des indices sérieux pour parler d'un système Hamas avec un certain degré de cohésion.

Ultime trait sociologique commun aux cadres du Hamas: beaucoup d'entre eux proviennent d'un milieu d'activisme social de la base, ou de ce que l'on appelle généralement la «société civile». Si les ministres de l'ère Arafat (gouvernements 1 à 9) étaient surtout des cadres de l'OLP, des businessmen, des technocrates, ou des élites locales, les activistes de la société civile étaient surtout des membres indépendants ou non-Fatah⁴² et en tous les cas, ils étaient l'exception plutôt que la règle. Par contre, sous le Hamas, cet horizon d'activisme émerge comme un trait fort du système Hamas.

67

Ainsi dans le 10^e gouvernement, neuf ministres au moins ont fait leurs armes dans des institutions de la société civile: Ismael Haniyeh (Islamic Assembly), Saeed Siam (Arab Employees Union), Bassem Na'im (Palestinian Medical Forum Institute), Alaeddin al-Araj (Gaza Engineer Syndicate), Atallah Abul Sabeh (Rafah Service Club), Ziad al-Thatha (Palestinian Engineers Union), Khaled Abu Arafah (Silwan Charitable Society), Issa Jabari (Islamic Youth Association, Islamic Charitable Commission), et Mohammed Awad (Engineer Union Rafah)⁴³. On a certes beaucoup critiqué certains ministres du Hamas pour leur incompétence, mais il y a peu de doute que nommer à des postes ministériels ces personnes avec un tel pedigree d'activistes de la base reflétait une stratégie de changement de la part du Hamas avec comme principe d'action la volonté de se rapprocher le plus possible de la population.

Le Hamas n'a certes pas le monopole de l'activisme de base (d'autres ministres avec une telle origine ont «fleuri» de façon éphémère ces derniers mois: Mustafa Barghouti, Bassem Sulhi, Ziyad Abu Amro, Riyad Malki, Hind Khoury, etc.) mais cette émergence d'activistes nous conduit à faire deux réflexions sur la société civile. Tout d'abord, le Hamas déclare jouir d'une légitimité populaire à la suite des changements introduits en termes de pratiques institutionnelles et de profil des nouveaux ministres (plus jeunes et plus proches de la population). Si tel est le cas, il semble qu'il y ait un hiatus entre la définition de la société civile de la plupart des bailleurs de fonds internationaux et ce qu'est la «vraie» société civile, celle voulue et soutenue par la population. Les organisations dont émergent ces nouveaux cadres ne sont pas les ONG professionnelles célébrées à la ronde pour leur capacité (auto-déclarée) de démocratisation et de représentation de la base, mais

⁴² On pense à Azmi Shueibi (Fida, Union des dentistes), Ghasan al-Khateeb (Comuniste PPP, et dirigeant d'une ONG), ou un Nabil Qassis (indépendant).

⁴³ Les profils des ministres ont été tirés du site du Jerusalem Media Communication Centre (www.jmcc.org).

bien de petites associations caritatives, de syndicats et parfois d'associations religieuses délivrant une soupe populaire ou d'autres services de base. En d'autres termes, ce n'est pas la société civile que les bailleurs de fonds aiment à soutenir en général⁴⁴.

Second enseignement: ce secteur de la société civile, dont le Hamas tire une partie de sa force, a été désaffecté ces quinze dernières années par le Fatah et par l'OLP⁴⁵, ce qui explique peut-être aussi certaines défaites électorales du Fatah ces dernières années (on pense aussi aux élections universitaires où le Hamas a marqué d'étonnantes victoires dans des fiefs historiques du Fatah). De plus, les très grandes difficultés économiques rencontrées par la population durant la seconde Intifada a fait de certaines associations professionnelles tels que les syndicats (où le Hamas a marqué beaucoup de points ces dernières années) un vecteur efficace pour la distribution d'aide de première urgence⁴⁶, altérant également le soutien populaire et politique à certaines organisations.

68

Conclusion

Beaucoup reste à écrire sur les développements de ces derniers mois en Palestine, en particulier sur le «coup militaire» du Hamas à Gaza (que certains interprètent comme un coup contre les forces spéciales de Mohammed Dahlan, qui semble ériger un État dans l'État⁴⁷) et sur le «contre-coup» institutionnel d'Abu Mazen en Cisjordanie en juin 2007. Mais il est important d'insérer la conflictualité politique intrapalestinienne dans un contexte large, aussi bien historique que sociologique. Une telle lecture permet d'éviter des conclusions à l'emporte-pièce sur la nature du pouvoir politique palestinien, tiraillé entre aspirations locales divergentes et influence néfaste de la manne extérieure.

Historiquement, nous avons vu que les conflits politiques naissent autour du contrôle des institutions et de la redistribution des ressources pour ces institutions.

⁴⁴ Sur le repositionnement du secteur associatif islamique, voir Benoît Challand «A *Nahdhah* of Charitable Organisations? Health Service Provision and the Politics of Aid in Palestine», *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 40, N° 2, 2008.

⁴⁵ Graham Usher, «Arafat and the Opposition», *Middle East Report*, November-December 1994, pp. 22-25; Graham Usher,

«Palestinian Trade Unions and the Struggle for Independence», *Middle East Report*, May-August 1995, pp. 20-24.

⁴⁶ À ce sujet, voir les recherches fouillées sur l'aide internationale de Riccardo Bocco et al., *Palestinian Public Perceptions on their Living Conditions. Report VI*, Geneva: IUED, September 2003, (<http://www.iued.unige.ch/palestine>).

⁴⁷ Voir à ce sujet Muriel Asseburg, «*Hamastan vs. Fatahland*». *A Chance for Progress in the Middle East?*, SWP Comments, Berlin: Stiftung Wissenschaft und Politik, juillet 2007, p. 5; Nathalie Tocci, *op. cit.*, p. 3; ICG, *After Gaza*, *Middle East Report* N° 68, International Crisis Group, 2 August 2007, pp. 7 et 10-14. Enfin, d'autres conclusions dans Benoît Challand, «Palestinesi contro...», *op. cit.*, pp. 75-77.

La tendance de ce qui était une nouvelle génération de l'OLP dans les années 1970 de vouloir garder à tout prix (fût-ce au prix de concessions durant les négociations d'Oslo) le pouvoir au sein de l'AP s'est révélée un boomerang pour le parti d'Arafat une fois le *ra'is* disparu. Il ne faut pas appliquer une lecture trop stricte au clivage *returnees* de l'OLP/résidents, mais l'élargir à d'autres éléments tels que proximité aux cercles dirigeants de l'AP et du Fatah, promptitude à nier les intérêts nationaux pour des avantages économiques, clivages entre villes centrales et périphéries, ou encore luttes entre générations. Mais il ne fait nul doute que le vote de 2006 a été une sanction contre un certain type de leadership palestinien. De même, l'usage du terme «*returnee*» dans le langage quotidien des Territoires a acquis une connotation négative au fil des ans.

69

Sociologiquement, certains traits communs émergent clairement lorsqu'on analyse la composition des cadres, des ministères ou du Parlement. Les luttes institutionnelles ont aussi une dimension indéniablement sociologique et la Palestine vit actuellement une phase de régénération qui implique son lot de tourments et d'erreurs. Alors que l'on discute de réformer l'OLP et que de nombreuses élections internes au Fatah ont lieu, que de nouveaux partis émergent dans le camp laïc, il sera intéressant de voir de quoi seront faites les nouvelles alliances. Les partis politiques tirent leur force et leur légitimité des liens qu'ils tissent et entretiennent avec leur électorat. Comprendre pourquoi le Hamas a gagné les élections en 2006 en dit long sur ce que sont les attentes d'un peuple palestinien fatigué d'attendre les fruits de la paix.

Annexe: Table synoptique des 11 gouvernements de l'AP (juillet 1994-mai 2007)

	1 ^{er} Gouv.	2 ^e Gouv.	3 ^e Gouv.	4 ^e Gouv.	5 ^e Gouv.	6 ^e Gouv.
	VII 1994- I 1996 PM: aucun	VI 1996- VIII 1998 PM: aucun	VIII 1998- VI 2002 PM: aucun	VI 2002- X 2002 PM: aucun	X 2002- IV 2003 PM: aucun	IV 2003- IX 2003 PM: Abu Mazen
INTÉRIEUR	Y. Arafat <i>Fatah</i>	Y. Arafat <i>Fatah</i>	Y. Arafat <i>Fatah</i>	Abdel Razeq Yahya <i>Indép.</i>	Hani Al-Hassan <i>Fatah</i>	Abu Mazen (M. Abbas) <i>Fatah</i>
FINANCES	Moh'd Nashashibi <i>Fatah</i>	Moh'd Nashashibi <i>Fatah</i>	Moh'd Nashashibi <i>Fatah</i>	Salam <i>Fayyad</i> <i>Indép.</i>	Salam <i>Fayyad</i> <i>Indép.</i>	Salam <i>Fayyad</i> <i>Indép.</i>
MOPIC (Plan) = Aff. étrangères	Nabil Sha'ath <i>Fatah</i>	Nabil Sha'ath <i>Fatah</i>	Nabil Sha'ath <i>Fatah</i>	Nabil Sha'ath <i>Fatah</i>	Nabil Sha'ath <i>Fatah</i>	Nabil Sha'ath <i>Fatah</i>
AFF. CIVILES		Jamil Tarifi <i>Fatah</i>	Jamil Tarifi <i>Fatah</i>	Jamil Tarifi <i>Fatah</i>		Moh'd Dahlan <i>Fatah</i>
NÉGOCIATIONS						Saeb Erekat <i>Fatah</i>
JUSTICE	Freih Abu Meddain <i>Indép.</i> (<i>Fatah</i>)	Freih Abu Meddain <i>Indép.</i> (<i>Fatah</i>)	Freih Abu Meddain <i>Indép.</i> (<i>Fatah</i>)	Ibrahim Al-Dughmah <i>Indép.</i>	Zuheir As-Sourani <i>Indép.</i>	Abd al-Karim Abu Salah <i>Indép.</i>
AFF. SOCIALES	Um Jihad (I. Wazir) <i>Fatah</i>	Um Jihad (I. Wazir) <i>Fatah</i>	Um Jihad (I. Wazir) <i>Fatah</i>	Um Jihad (I. Wazir) <i>Fatah</i>	Um Jihad (I. Wazir) <i>Fatah</i>	Um Jihad (I. Wazir) <i>Fatah</i>
Agriculture		Abdul Jawad Salah <i>Indép.</i>	Hikmat Zeid Kilani <i>Indép.</i> (<i>Fatah</i>)	Rafiq an-Natscheh <i>Fatah</i>	Rafiq an-Natscheh <i>Fatah</i>	Rafiq an-Natscheh <i>Fatah</i>
Culture	Yasir Abd Rabbo Fida	Yasir Abd Rabbo Fida	Yasir Abd Rabbo Fida	Yasir Abd Rabbo Fida	Yasir Abd Rabbo Fida	Ziyad Abu Amro <i>Indép.</i>
Prisonniers			Hisham Abdel Razeq <i>Fatah</i>		Hisham Abdel Razeq <i>Fatah</i>	Hisham Abdel Razeq <i>Fatah</i>
Économie	Abu 'Alaa (A. Qureia) <i>Fatah</i>	Maher al-Masri <i>Fatah</i>	Maher al-Masri <i>Fatah</i>	Maher al-Masri <i>Fatah</i>	Maher al-Masri <i>Fatah</i>	Maher al-Masri <i>Fatah</i>
Éducation	Yaser Amro <i>Indép.</i>	Yaser Amro <i>Indép.</i>		Na'im Abu al-Hummus <i>Fatah</i>	Na'im Abu al-Hummus <i>Fatah</i>	Na'im Abu al-Hummus <i>Fatah</i>
Santé	Riyad Z'anoun <i>Fatah</i>	Riyad Z'anoun <i>Fatah</i>	Riyad Z'anoun <i>Fatah</i>	Riyad Z'anoun <i>Fatah</i>	Ahmed Ash-Shibi <i>Fatah</i>	Kamal Sharafi <i>Indép.</i> (FPLP)

	1 ^{er} Gouv.	2 ^e Gouv.	3 ^e Gouv.	4 ^e Gouv.	5 ^e Gouv.	6 ^e Gouv.
Haute Éducation		Hanan' Ashrawi Indép.	Munther Salah Indép. (Fatah)		INFOR- MATION	Nabil Amr Fatah
Travail	Samir Ghoshe FLPP	Samir Ghoshe FLPP	Rafiq an-Natscheh Fatah	Ghassan al-Khatib PPP	Ghassan al-Khatib PPP	Ghassan al-Khatib PPP
Gvt. local	Saeb Erekat Fatah	Saeb Erekat Fatah	Saeb Erekat Fatah	Saeb Erekat Fatah	Saeb Erekat Fatah	Jamal Shobaki Fatah
Aff. parlementaires			Nabil Amr Fatah		PLANNING	Nabil Qassis Indép.
Communications	Abd-Hafiz al-Ashhab Indép. (PPP)	Imad Falouji Indép. (Isl.)	Imad Falouji Indép. (Isl.)	Imad Falouji Indép. (Isl.)		Azzam al-Ahmad Fatah
Travaux publics		'Azzam al-Ahmad Fatah	'Azzam al-Ahmad Fatah	'Azzam al-Ahmad Fatah	'Azzam al-Ahmad Fatah	Yahya Hamdan Ashour Fatah
Habitat	Zakaria al-Agha Fatah	Abdul Rahm. Hamad Fatah	Abdul Rahm. Hamad Fatah			
Approvisionnement		Abdel Aziz Shahin Fatah	Abdel Aziz Shahin Fatah	Abdel Aziz Shahin Fatah	Abdel Aziz Shahin Fatah	
Tourisme	Elias Freij Indép.	Elias Freij Indép.	Mitri Abu Aytah Indép. (Fatah)	Nabil Qassis Indép.	Nabil Qassis Indép.	Mitri Abu 'Aytah Indép. (Fatah)
Transports	Abd. Al-Haj Ahmad Indép.	Ali Qawasmeh Fatah	Ali Qawasmeh Fatah	Mitri Abu 'Aytah Indép. (Fatah)	Mitri Abu 'Aytah Indép. (Fatah)	Sa'di al-Krunz Fatah
Waqf & Religion	Hassan Tahhoub Indép.	Hassan Tahhoub Indép.				
Divers		Lien avec ONG	Hasan 'Asfour Indép. (Fatah)		Énergie	Azzam Shawwa Indép.
Jeunesse et Sport	Azmi Shu'aybi Fida	Talal Sidr Indép. (Isl.)		Ali Qawasmeh Fatah		

Returnee Déporté 

Résident (sans coul.)

	1 ^{er} Gouv.	2 ^e Gouv.	3 ^e Gouv.	4 ^e Gouv.	5 ^e Gouv.	6 ^e Gouv.
Environnement			Yousuf Abu Safieh Fatah	Abdul- Rahman Hamad Fatah	Abdul- Rahman Hamad Fatah	
Industrie		Bashir Barghouti PPP	Sa'di al-Krunz Fatah			
Sans Portefeuille			Z. Abu -Zayad (Ind. F) Faysal Husseini (F) Salah Ta'amari (F) N. Qassis (Indép.)	Sari Nusseibeh (Indép.) S. Ghoshe (FLPP) A. Haj Ahmad (Indép.) Abd. al-Hourani (F) Ab. Ashhab (Ind. PPP)	Sari Nusseibeh (Indép.) S. Ghoshe (FLPP) A. Haj Ahmad (Indép.)	Yasir Abd Rabbo (Fida) A. Fattah Hamayel (F)
Total	17	23	28	21	23	24
Returnee	9	9	12	7	7	9
Déporté	2	3	2	1	2	2
Résident	6	11	14	13	14	13

Returnee
 Déporté
 Résident (sans coul.)

**Annexe (suite): Table synoptique des 11 gouvernements de l'AP
(juillet 1994-mai 2007)**

	7 ^e Gouv. Urgence nationale	8 ^e Gouv.	9 ^e Gouv.	10 ^e Gouv.	11 ^e Gouv. Unité nationale
	X 2003	XI 2003-I 2005	II 2005-II 2006	III 2006- III 2007	III-VI 2007
	PM: Abu Alaa (Qureia)	PM: Abu Alaa	PM: Abu Alaa Vice PM: Nabil Shaath	PM: Ismael Hanyieh Vice PM: Nasserдин Shaer	PM: Ismael Hanyieh Vice PM: Azzam Ahmad
INTÉRIEUR	Nasser Yousef Fatah	Hakam Balawi Fatah CC, RC	Nasser Yousef Fatah	<u>Saeed</u> <u>Siam</u> Hamas	Hani Talab al- Qawasami Indép. (Hamas)
FINANCES	Salam Fayyad Indép.	Salam Fayyad Indép.	Salam Fayyad Indép.	Omar Abdul Razeq Hamas	Omar Fayyad Indép.
MOPIC = Aff. étr.	Nabil Sha'ath Fatah	Nabil Sha'ath Fatah	Nasser al-Qidwah Fatah	<u>Mahmud</u> <u>Zahhar</u> Hamas	Ziyad Abu Amro Indép.
AFF. CIVILES		Jamil Tarifi Fatah	<u>Moh'd Dahlan</u> Fatah		
NÉGOCIATIONS	Saeb Erekat Fatah	Saeb Erekat Fatah			
JUSTICE		Nahed Ar-Rayyes Fatah	Farid al-Jallad NA	Ahmad al-Khalidi Technocrat	Ali al-Sartawi Hamas
AFF. SOCIALES		Um Jihad (I. Wazir) Fatah	Dalal Salama Fatah	Fakhri Turkman Indép.	Salah Zaidan FDLP
Agriculture		Rawhi Fattouh Fatah	Walid Abed Rabbo NA	Moh'd al-Agha Hamas	Moh'd al-Agha Hamas
Culture		Yahya Yakhlouf Fatah	Yahya Yakhlouf Fatah	Atallah Abul Sabeh Hamas	Bassam al-Sulhi PPP
Prisonniers		Hisham Abdel Razeq Fatah	Sofian Abu Zaydeh Fatah	Wasfi Kubaha Hamas	Taysir Abu Sneineh Fatah
Économie		Maher al-Masri Fatah	Mazen Sonnoqrot NA	Alaeddin al-A'raj Hamas	Ziyad Ziad al-Thatha Hamas

73

	7 ^e Gouv. Urgence nationale	8 ^e Gouv.	9 ^e Gouv.	10 ^e Gouv.	11 ^e Gouv. Unité nationale
Éducation	Na'im Abu al-Hummus Fatah	Na'im Abu al-Hummus Fatah	Na'im Abu al-Hummus Fatah	Nassereddine Shaer Hammas	Nassereddine Shaer Hammas
Santé	Jawad Tibi Fatah	Jawad Tibi Fatah	Thihni al-Wiheideh Fatah	Basem Naim Hammas	Radwan al-Akhras Fatah
Information			Nabil Sha'ath Fatah	Yousef Rizqa Hammas (?)	Mustapha Barghouti Indép. (Mubadarah)
Travail		Ghassan al-Khatib PPP	Hassan Abu Libdeh Fatah	Moh'd Barghouti Hammas	Mahmoud al-Aloul Fatah
Gouvernement local	Jamal Shobaki Fatah	Jamal Shobaki Fatah	Khaled Qawasmeh NA	Issa Kheiri al-Ja'bari Hammas	Moh'd Barghouti Hammas
Plan		Nabil Qassis Indép.	Ghassan al-Khatib PPP	Sameer Abu Aicheh Hammas	Sameer Abu Aicheh Hammas
Communication		Azzam al-Ahmad Fatah	Sabri Seidam Fatah	Jamal al-Khudari Indép.	Youssef Abu Menssy Hammas
Travaux publics	Abdul Rahman Hamad Fatah	Abdul Rahman Hamad Fatah	Moh'd Ishtayyeh Fatah	Moh'd Zeidan Hammas	Sameeh al-Abed Fatah
Tourisme		Mitri Abu 'Aytah Indép. (Fatah)	Ziyad Bandak Indép.	Joudeh George Murqos Indép.	Khouloud Deibes Indép.
Transports		Hikmat Zeid Kilani Indép.		Ziyad Ziad al-Thatha Hammas	Sa'di al-Krunz Fatah
Waqf & Religion				Nayef Rajoub Hammas	Hussein Tartouri Hammas
Aff. féminines		Zuhira Kamal Fida	Zuhira Kamal Fida	Mariam Saleh Hammas	Amal Siam Hammas
Jeunesse et Sport		Salah Ta'amari Fatah	Sakher Bseiso Fatah	Ismael Hanyieh Hammas	Basem Naim Hammas

	7 ^e Gouv. Urgence nationale	8 ^e Gouv.	9 ^e Gouv.	10 ^e Gouv.	11 ^e Gouv. Unité nationale
Sans Portefeuille		Sulm. Abu Sneineh (F) Qaddura Fares (F)	Hind Khoury (Indép.) Ahmad Majdalani (NA) Khaled Qawasmeh (NA)	Kh. Abu Arafeh (Hamas) Atef Udwan (Hamas) Moh'd Awad (Hamas)	Wasfi Kubaha
Total	9	25	25	25	25
Returnee	3	11	7	1	2
Déporté	0	0	1	5	2
Résident	6	14	17	19	21

Returnee Déporté 

Résident (sans coul.)

Élaboré par l'auteur de sources diverses. Ne sont pas indiquée-s les ministres nommé-e-s après l'investiture, ainsi que les secrétaires à la Présidence. Dans le calcul pour le type de résidence, un-e ministre ne peut être compté-e qu'une seule fois.

Explication des sigles: F: Fatah. PPP: Parti populaire palestinien. FDLP: Front démocratique pour la libération de la Palestine. FLPP: Front de lutte populaire palestinien. Isl.: Mouvance islamiste.